

ET TOC ! ON EST ENCORE LA !

Les esprits « grognons » en seront pour leurs frais, la mobilisation en région Ile-de-France était bien plus forte que celle du 5 juillet 2016. Cela démontre que les travailleurs n'ont pas baissé les bras et que cette loi est toujours rejetée dans le pays, par ceux qui ont, une nouvelle fois, manifesté mais également par un pourcentage très important de Français qui considèrent cette loi destructrice du code du travail et qui ne digèrent toujours pas les 3 applications du 49-3.

40 000 manifestants à Paris qui ont scandés pendant tout le trajet entre Bastille et République « Promulgation ou pas on n'en veut pas ! » et bien évidemment « Abrogation ».



De nouveaux incidents se sont une nouvelle fois produits, occasionnés par des groupes qui ont manifestement la possibilité de « s'équiper » sans être inquiétés alors qu'ils étaient plusieurs centaines. Des cocktails Molotov utilisés contre la Police et même contre les

manifestants puisque eux-aussi ont été blessés.



Comme nous l'avons fait à chaque fois, nous condamnons de tels actes, mais nous nous posons toujours la question de savoir comment des groupes peuvent utiliser ce « matériel dangereux » alors que les manifestants et nos camions ont eu, une nouvelle fois, toutes les peines du monde à accéder à la Place de la Bastille alors que deux réunions s'étaient tenues avec le Préfet de Police. « Les ordres et les contre-ordres, quel bord... ! »

En attendant, alors que beaucoup s'attendaient à une démobilitation totale, nos camarades de tous les secteurs étaient présents ainsi d'ailleurs que les secrétaires généraux des Confédérations, des organisations nationales et des organisations étudiantes et lycéennes.

Cette mobilisation, sans nul doute, est liée à la volonté de poursuivre la lutte contre la loi Valls-Gattaz-Berger, par tous les moyens existants.

Elle est renforcée par le fait que cette rentrée est marquée par la poursuite d'une politique antisociale avec les contre-réformes à l'éducation nationale, dans les hôpitaux, dans les finances publiques etc... mais également avec la poursuite des privatisations à EDF et à la SNCF,



avec des fermetures inexplicables d'entreprises comme Alstom Belfort et des entreprises du Nord liées aux fabrications à Belfort. Ce sont aussi les annonces de plans sociaux à SFR, à Air France et dans bien d'autres endroits.

Les travailleurs qui manifestent n'oublient pas non plus les formidables attaques, les arrestations, les condamnations de militants syndicaux.



Tout cela renforce la détermination – tout cela nécessite que nos organisations régionales se retrouvent afin d'envisager, avec les travailleurs, l'utilisation de tous les moyens permettant de s'opposer à ces politiques françaises, mais aussi européennes et mondiales portées par le FMI, la Banque Centrale Européenne et la Commission Européenne.

Ceux qui, aujourd'hui indiquent dans les médias et ailleurs que les élections dans les Très Petites Entreprises vont changer la donne et que les combats communs vont disparaître, se trompent.



L'autre campagne électorale celle de la présidentielle, doit également permettre au monde du travail, d'utiliser tous les moyens d'action à sa disposition, pour faire valoir des revendications. Il ne peut y avoir de « trêve des confiseurs ». Toutes les informations vous seront communiquées après la réunion qui se tiendra entre les régions de l'Ile-de-France.

Merci à tous de votre belle participation.

Paris, le 16 septembre 2016